

Conseil municipal (suite) : le jumelage avec la ville de Safed mis en veille

C'était LA revendication des manifestants pro Gaza. Lille se devait de mettre fin à son jumelage avec Safed, jugée la « ville la plus raciste d'Israël ». Le conseil a opté pour une option moins radicale : une mise en veille...

PAR PATRICK SEGHI
lille@lavoixdunord.fr

Près de 3 000 signatures. L'arrêt du jumelage avec la ville de Safed constituait l'une des principales revendications des manifestants qui ont, cet été, battu le pavé lillois, dénonçant l'agression israélienne contre Gaza (nos éditions précédentes). Un jumelage (initié en 1988 par Pierre Mauroy) assez étrange au demeurant, qui ne tenait « qu'à un fil » selon l'aveu

« Rompre n'est pas notre choix, ce serait insulter l'avenir. Notre décision n'est pas guidée par l'émotion mais par la réflexion politique... »

de Marie-Pierre Bresson, adjointe. Celui-ci vient non d'être coupé ce lundi par le conseil municipal mais mis en veille. « Rompre n'est pas notre choix, ce serait insulter l'avenir. Notre décision est guidée non par l'émotion mais par une réflexion politique réfutant tout antisémitisme... », a



Durant tout l'été, les manifestants pro Gaza n'ont eu de cesse de dénoncer le jumelage avec la ville israélienne de Safed... PHOTO PIB

souligné l'adjointe. Pas vraiment une surprise. La Ville, par la voix de Martine Aubry, a toujours opté pour « une politique constructive » reconnaissant les mêmes droits et devoirs aux deux États. Le soutien à la population civile de Gaza a également pris la forme d'une subvention exceptionnelle de 15 000 euros via le Fonds de Solidarité Gaza mis en place par la Fondation de Lille. « Une souscription a été lancée le 11 septembre

dernier auprès des collectivités, des entreprises et des citoyens de notre région » a glissé Martine Aubry. Reste que la mise en veille n'évacuera pas le malaise. « On ne peut être dedans en jumelant et dehors en critiquant ». La phrase est de... Philippe Lefevre, président de l'association France-Israël Nord. Il était rejoint sur ce point (sans doute le seul) par les membres de l'Association France Palestine Solidarité. ■